



SOMMAIRE

	Page
Etudes des méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction (A/1897 et A/1929) [suite] .....	35

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

**Etude des méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction (A/1897 et A/1929) [suite]**

[Point 63\*]

1. Le **PRESIDENT** invite la Commission à poursuivre la discussion générale sur le point 2 de son ordre du jour.
2. **M. ROMERO HERNANDEZ** (Salvador) reconnaît que le projet de résolution I du Royaume-Uni (A/C.6/L.175) contient un certain nombre de propositions utiles, mais déclare que sa délégation ne saurait les approuver toutes.
3. En premier lieu, il est excessif de prétendre que les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, ne peuvent être réunies que si l'Assemblée générale adopte des méthodes et des procédés réguliers et satisfaisants pour traiter des questions juridiques. Le troisième alinéa du préambule contient une affirmation excessive du même ordre, bien qu'il faille reconnaître que les méthodes et les procédés actuels laissent quelque peu à désirer.
4. De l'avis de **M. Romero Hernández**, le paragraphe 1 du dispositif équivaut à proposer d'étendre le texte des articles 99 et 100 du règlement intérieur. Son mandat étant limité de façon précise, il n'appartient pas à la Sixième Commission de prendre une décision définitive au sujet d'une question aussi délicate que l'amendement du règlement intérieur.
5. De même, il n'est pas souhaitable, eu égard également au mandat de la Commission, d'aller aussi loin que le Royaume-Uni l'a proposé au paragraphe 2 du dispositif ; c'est le Bureau qui répartit les points de l'ordre du jour entre les différentes commissions. Toutefois, **M. Romero Hernández** reconnaît le bien-fondé du principe selon lequel les trois catégories de questions énumérées dans ce paragraphe devraient être renvoyées à la Sixième Commission aux fins de consultations et de rapport.
6. Pour ce qui est de l'alinéa c du paragraphe 3 du dispositif, **M. Romero Hernández** estime que, lorsqu'une ques-

tion juridique a été traitée par une commission de l'Assemblée, il est normal que le Secrétariat rédige un texte approprié. Aussi semblerait-il que la proposition relative aux conventions, déclarations, accords ou autres instruments internationaux similaires, ait le fâcheux résultat de réduire les pouvoirs du Secrétariat.

7. Telles sont les raisons pour lesquelles la délégation du Salvador a présenté un projet de résolution (A/C.6/L.179) qui reprend toutes les suggestions contenues dans le texte du Royaume-Uni qui paraissent utiles et de nature à être mises en œuvre dans la pratique.

8. **M. BERNSTEIN** (Chili) félicite la délégation du Royaume-Uni de l'exposé qu'elle a présenté aux 256<sup>e</sup> et 257<sup>e</sup> séances à l'appui des deux projets de résolution soumis par elle (A/C.6/L.175 et A/C.6/L.176). La délégation du Royaume-Uni a été très bien inspirée d'aborder ainsi une question dont la solution devient de plus en plus urgente, surtout à un moment où l'on a tendance à mettre par trop l'accent sur les considérations politiques, économiques et sociales en négligeant les aspects juridiques des questions examinées et alors que l'on s'inquiète de plus en plus des formules compliquées, non juridiques et pas toujours judicieuses employées dans les résolutions, les recommandations et même les conventions. La délégation du Royaume-Uni a eu raison de soumettre à la Sixième Commission ainsi qu'aux autres commissions de l'Assemblée des propositions qui, si elles sont adoptées, auront pour effet d'ajouter sensiblement au travail de la Sixième Commission. Ces propositions impliquent une modification profonde du règlement intérieur.

9. Analysant successivement les diverses propositions, **M. Bernstein** doute qu'il soit possible de renvoyer à la Sixième Commission les questions de l'ordre du jour comportant des éléments de nature surtout juridique ou soulevant des points de droit sans, par là même, accroître indûment le travail de l'Assemblée générale et prolonger à l'excès la durée de ses sessions. Le remède risque d'avoir des effets plus fâcheux encore que le mal. Le représentant du Brésil en a fourni un exemple en citant lors de la 257<sup>e</sup> séance l'ordre du jour de la cinquième session de l'Assemblée générale. Quelque seize points de l'ordre du jour de la présente session paraissent relever des deux premières propositions contenues dans le projet de résolution I et, au cas où ils seraient ajoutés à l'ordre du jour de la Sixième Commission, les travaux de celle-ci dureraient bien plus longtemps.

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

10. Sans aborder dans le détail la question de la difficulté qu'il y a à faire la distinction entre les aspects politiques et les aspects juridiques d'une question déterminée, il est certain que des complications surgiraient si des questions déjà traitées par d'autres organes des Nations Unies devaient ensuite être examinées par un groupe de juristes. Il arrive souvent que des questions économiques et sociales comportant des aspects juridiques fassent l'objet de textes de compromis qui nécessairement et à dessein manquent parfois de précision ; or, l'intervention d'un groupe de juristes, si bien intentionnés soient-ils, risquerait fort de compromettre gravement des décisions de cette nature.

11. Le représentant du Royaume-Uni a cité à l'appui de sa thèse le statut du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le projet de convention relative au statut des réfugiés et le projet de pacte international relatif aux droits de l'homme. Si l'élaboration du texte complet du pacte n'a pu encore être achevée, ce n'est pas en raison des difficultés de rédaction, mais parce que l'on n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur certaines questions de fond essentielles, et notamment sur la question de savoir s'il faut ou non inclure dans le pacte des clauses relatives à la mise en œuvre des dispositions concernant les droits sociaux, économiques et culturels. Aucune décision émanant de la Sixième Commission ou de tout autre groupe de juristes, aussi éminents qu'ils puissent être, ne saurait hâter l'élaboration finale de cet instrument. D'ailleurs, la Commission des droits de l'homme se compose de juristes et la question a été longuement examinée par le Conseil économique et social ; il serait donc très étonnant que les représentants des gouvernements qui siègent à la Sixième Commission adoptent une position différente de celle des représentants qui siègent au sein de ces autres organes. Cette observation vaut aussi pour le projet de convention relative au statut des réfugiés. Sans être parfait, ce texte est le meilleur auquel on puisse parvenir. Il ne saurait faire l'objet de la moindre modification sans que toute sa structure même risque de s'en trouver gravement compromise ; en fait, une intervention de la Sixième Commission pourrait avoir pour effet de faire différer *sine die* toute solution. L'Organisation des Nations Unies devrait se contenter de ce qui est réalisable, même si cela doit être imparfait, et de solutions provisoires d'ordre politique dont on peut espérer qu'elles favoriseront la paix et la sécurité internationales.

12. Dans ces conditions, la délégation du Chili présentera ultérieurement par écrit des amendements au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution I du Royaume-Uni.

13. Par ailleurs, la délégation du Chili donne son appui aux propositions figurant au paragraphe 2. Elle n'ignore pas les difficultés rencontrées par la Cour internationale de Justice en ce qui concerne les demandes d'avis consultatif et elle approuve la proposition selon laquelle la Sixième Commission devrait participer à la rédaction des amendements du règlement intérieur et au renvoi de questions à la Commission du droit international. On prend de plus en plus la fâcheuse habitude de faire de cette commission une voie de garage pour les propositions inacceptables.

14. Ce serait, de l'avis de M. Bernstein, mettre la charrue avant les bœufs que d'adopter la proposition figurant au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution I, qui prévoit la création d'un comité juridique de onze membres, chargé d'examiner les amendements qu'appelle la mise en œuvre de toutes les dispositions contenues dans les propo-

sitions du Royaume-Uni ; en effet, on serait amené ainsi à prendre des décisions portant sur les conséquences encore inconnues d'une modification du règlement intérieur. Aussi sa délégation ne peut-elle donner son appui à cette proposition.

15. Puisque des comités de coordination ont fait du bon travail aux conférences panaméricaines et à la Conférence de San-Francisco, M. Bernstein serait assez disposé à accepter la proposition contenue dans le projet de résolution II visant à créer au cours de chaque session de l'Assemblée générale un comité de coordination chargé de revoir les projets de résolution adoptés par les commissions. Toutefois, avant de prendre définitivement position à ce sujet, il aimerait connaître l'avis du Secrétaire général.

16. M. SASTROAMIDJOJO (Indonésie) déclare que le représentant du Royaume-Uni a attiré l'attention de la Commission sur des questions importantes. Sa délégation n'a pas d'objection à faire aux trois préoccupations principales qui sont à l'origine des propositions du Royaume-Uni, à savoir la volonté d'améliorer les procédés et méthodes pour traiter des questions juridiques, de tenir dûment compte des aspects juridiques des questions internationales et de conférer un caractère d'objectivité aux débats en faisant en sorte que ne soient pas perdues de vue les considérations juridiques et que la discussion ne porte pas exclusivement sur les aspects purement politiques.

17. Toutefois, l'adoption de ces deux projets de résolution ne résoudrait pas le problème, parce que la Sixième Commission fait partie d'une Organisation de caractère surtout politique. D'autre part, la mise au point de méthodes et de procédés réguliers et satisfaisants pour traiter des questions juridiques ne constitue pas la condition absolue de l'inviolabilité des traités et autres obligations, car l'exécution de ces obligations dépend dans une large mesure de règles non écrites.

18. Certes, il faut simplifier les méthodes et les procédés et éviter l'ambiguïté dans des textes officiels ; mais il n'est pas possible dans la pratique de donner effet aux propositions énoncées au paragraphe 1 de la section A du projet de résolution I, qui sont d'ailleurs trop compliquées. Si elles étaient adoptées, le Bureau de l'Assemblée serait entraîné dans de longs débats de fond, ce qui est peu souhaitable et risquerait fort de provoquer des retards. Le Bureau devrait alors, dans chaque cas, décider si une question donnée est ou non surtout d'ordre juridique, et les autres commissions devraient peut-être décider si une question donnée comporte ou non un élément juridique au sujet duquel la Commission juridique devrait être consultée. Enfin, cela imposerait un surcroît de travail à la Sixième Commission en l'obligeant à participer à des séances mixtes avec d'autres commissions. Il serait loisible à toute délégation de retarder les débats en faisant valoir que telle ou telle question comporte un élément juridique qui devrait être renvoyé à la Sixième Commission.

19. La délégation de l'Indonésie sera en mesure d'appuyer le paragraphe 2 de la section A du projet de résolution 1 et, tout en approuvant en principe la proposition contenue dans le paragraphe 3, elle se demande si ce ne sont pas là des questions qui relèvent de la Sixième Commission elle-même, de la Cour internationale de Justice ou de la Commission du droit international. En outre, il se peut fort bien que le paragraphe 3 de ce projet de résolution soit en contradiction avec le paragraphe 3 de l'Article 62 la Charte.

20. La délégation de l'Indonésie ne voit aucune raison

non plus pour créer le comité juridique dont il est question au paragraphe 4 du projet de résolution I.

21. Le principe qui est à la base du préambule du projet de résolution II est juste, mais la création d'un comité de coordination ne constitue pas une solution pratique. M. Sastroamidjojo pense qu'il serait préférable d'attacher un groupe d'experts juridiques à la Sixième Commission en s'inspirant des dispositions du paragraphe 2 de l'Article 101 de la Charte ; en effet, un tel groupe aurait l'avantage d'être permanent et absolument exempt de tout parti pris politique, conformément à l'Article 100 de la Charte ; de plus, la question du choix et de l'élection des candidats ne se poserait pas.

22. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) déclare que sa délégation a étudié avec soin les projets de résolution du Royaume-Uni et écouté avec attention les explications qui ont été données oralement à leur propos. Il craint que sa première réaction ne soit empreinte de pessimisme. Depuis que l'Assemblée générale a adopté la résolution 271 (III), la Sixième Commission n'a cessé de rechercher des mesures propres à accélérer ses travaux. Le système proposé par le Royaume-Uni serait très compliqué et alourdirait en fait le programme de travail de la Commission.

23. Aux termes du projet de résolution I les questions de l'ordre du jour comportant des éléments juridiques devraient être discutées conjointement par la Sixième Commission et par la commission compétente pour les autres aspects desdites questions. Les projets de résolution ainsi élaborés seraient renvoyés au comité de coordination dont la création est proposée par le projet de résolution II et qui serait chargé de les revoir ; il suffirait qu'un seul membre de la commission intéressée élève une objection contre le projet révisé par le comité de coordination pour que la discussion soit ouverte à nouveau. En s'en tenant au système actuel, on perdrait certainement moins de temps que si l'on adoptait une méthode aussi rigide et complexe. D'après le système actuel, le Bureau de l'Assemblée jouit d'une certaine latitude pour répartir entre les commissions les questions inscrites à l'ordre du jour ; lorsqu'il examine l'importance relative des différents aspects d'une question, il peut tenir compte du volume de travail déjà confié à chaque commission. C'est ainsi qu'un programme équilibré peut être établi.

24. M. Pérez Perozo demande à la Commission de songer à l'importance des travaux que la Sixième Commission devrait accomplir si les propositions de la délégation du Royaume-Uni étaient adoptées. L'ordre du jour de la Commission comprendrait, outre les questions strictement juridiques, les questions de caractère mixte et les aspects ou les éléments juridiques des questions de nature surtout non juridique, ainsi que les demandes d'avis consultatif adressées à la Cour internationale de Justice, les propositions tendant à renvoyer des questions à la Commission du droit international et les propositions tendant à amender le règlement intérieur de l'Assemblée générale. Une fois que la Sixième Commission elle-même aura examiné ces questions, des séances mixtes de la Sixième Commission et de l'autre commission compétente devraient avoir lieu afin d'élaborer un projet de résolution destiné à être soumis ensuite à l'Assemblée générale.

25. Si l'on appliquait ce système, on pourrait considérer comme relevant de la compétence de la Sixième Commission les neuf dixièmes des points inscrits à l'ordre du jour de chaque session de l'Assemblée générale. Il serait difficile de fixer l'ordre du jour de la Sixième Commission, puisque au cours de la discussion des questions inscrites à l'ordre du jour des autres commissions, des aspects juridiques pourraient apparaître.

26. M. Pérez Perozo prévoit que des difficultés surgiront avec les autres commissions, qui pourront estimer que l'on empiète sur le domaine de leur compétence. Il se pourrait même que la Sixième Commission perde son caractère essentiellement juridique et devienne plus politique que juridique.

27. La délégation du Venezuela ne peut se rallier à l'opinion de la délégation du Royaume-Uni selon laquelle la Sixième Commission serait seule compétente pour traiter des questions juridiques, car d'éminents experts juridiques siègent aussi dans d'autres commissions de l'Assemblée. De nombreux membres de la Sixième Commission ont probablement été consultés par leurs délégations respectives sur des questions d'ordre juridique. Le Secrétaire possède également des experts juristes qui peuvent prêter leur concours.

28. La délégation du Venezuela pense que la proposition tendant à renvoyer à la Sixième Commission les demandes d'avis consultatif adressées à la Cour internationale de Justice est intéressante. La collaboration de la Commission à cet égard, grâce à laquelle ces demandes seraient formulées dans les termes adéquats, permettrait à la Cour de gagner du temps. Mais, avec de la bonne volonté, le même résultat pourrait être obtenu si les autres commissions faisaient appel officiellement au concours de la Sixième Commission.

29. La délégation du Venezuela n'est pas disposée à appuyer la proposition contenue dans le projet de résolution II du Royaume-Uni qui tend à créer un comité de coordination. Il est plus important d'exécuter les résolutions que d'en uniformiser la rédaction. La plupart des commissions ont l'habitude de créer des sous-commissions de rédaction chargées de mettre au point le style et la forme de leurs résolutions. La Troisième Commission a eu recours à des sous-commissions de cette nature lors de la cinquième session de l'Assemblée générale. Si cette pratique se généralisait, il ne serait pas nécessaire de créer le comité de coordination envisagé par le Royaume-Uni. On pourrait obtenir l'uniformité de style des résolutions si ces sous-commissions faisaient appel aux services du Secrétaire général.

30. De l'avis de M. Pérez Perozo, quelques-uns au moins des objectifs visés par le projet de résolution du Royaume-Uni pourraient être atteints par une méthode bien plus simple et plus souple.

31. La délégation du Venezuela ne s'oppose pas à la création d'un comité juridique, tel qu'il est envisagé dans la section B du projet de résolution I ; mais il ne faudrait pas que le rôle de ce comité se limitât à l'examen des amendements au règlement intérieur nécessaires pour appliquer le système proposé par le Royaume-Uni ; ce comité devrait examiner, outre les deux projets de résolution, les comptes rendus des débats, afin que l'Assemblée générale, à sa septième session, ait à sa disposition un rapport complet sur les possibilités d'appliquer le système proposé par le Royaume-Uni. M. Pérez Perozo ne verrait pas d'inconvénient à ce que, après la clôture du débat, la Sixième Commission nommât une sous-commission chargée d'examiner de plus près les propositions du Royaume-Uni et de faire rapport à ce sujet à la Sixième Commission.

32. M. ASTROM (Suède) estime que la question dont la Commission est actuellement saisie revêt une grande importance. Il s'agit de rendre plus efficaces les travaux de l'Assemblée générale. Mais les propositions de la délégation du Royaume-Uni constituent également une tentative pour établir et affermir le respect du droit dans les

relations internationales. Les explications données oralement par le représentant du Royaume-Uni montrent que ces propositions s'appuient sur des études techniques approfondies.

33. La délégation de la Suède est favorable, dans l'ensemble, à l'esprit des deux projets de résolution du Royaume-Uni et la Commission tiendra certainement à les étudier avec la plus grande attention. D'ailleurs, les arguments de la Commission ne peuvent être convainquants que s'ils sont accompagnés de suggestions concrètes et pratiques.

34. Le mandat éventuel du comité de coordination mentionné dans le projet de résolution II devrait être limité strictement à l'examen des questions de style et de forme. Mais on laissera ce comité intervenir sur le fond, les discussions ne manqueront pas de reprendre et cela prendra beaucoup de temps. La tâche du Secrétariat et du Bureau s'en trouvera alourdie. M. Aström estime que, si l'on fixait à sept le nombre des membres du comité de coordination, cela ne serait pas suffisant pour assurer une répartition géographique équitable.

35. La délégation de la Suède estime que l'on pourrait mieux atteindre le but visé par le projet de résolution II en se servant des rouages existants. Le Bureau de l'Assemblée est habilité, aux termes de l'article 44 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, à revoir les résolutions de l'Assemblée générale, mais il n'a, jusqu'ici, usé que très peu de ce pouvoir. M. Aström estime en outre que le Secrétariat pourrait accomplir une tâche très utile, en application des dispositions des articles 47 et 111 du règlement intérieur, et il pense que la résolution 183 (II) de l'Assemblée générale n'a peut-être pas reçu toute l'attention qu'elle méritait. Il ne faut pas demander au Secrétariat de prendre des décisions d'ordre politique, mais il n'est pas inutile de rappeler ce que le Secrétariat est en mesure d'accomplir.

36. Les rapporteurs des commissions pourraient également prêter leur concours pour la rédaction des résolutions, pour autant que des questions de fond ayant un caractère politique ne sont pas en cause ; la délégation de la Suède soumet à la Commission un amendement dans ce sens (A/C.6/L.178). M. Aström n'ignore pas que certains jugeront peut-être ce procédé tout aussi compliqué que la discussion au sein d'une commission ; mais, à son avis, ces craintes sont dans l'ensemble dénuées de fondement, puisque le projet de rapport d'une commission est souvent soumis à cette commission par les rapporteurs.

37. Examinant ensuite le projet de résolution I, M. Aström déclare que la délégation de la Suède approuve la proposition contenue dans le paragraphe 2 de la section A, mais désire présenter un amendement au paragraphe I.

38. Dans ce paragraphe, les diverses questions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée sont divisées en deux catégories : les questions dans lesquelles l'élément juridique paraît présenter autant d'importance que l'élément non juridique, d'une part, et les questions qui sont surtout de nature non juridique d'autre part. M. Aström constate que ce paragraphe néglige entièrement les questions qui sont surtout de nature juridique, puisque toute latitude serait apparemment laissée au Bureau de l'Assemblée pour déterminer quelles sont ces questions et pour les répartir de façon appropriée entre les commissions. Comme il serait évidemment très difficile de définir l'importance exacte de la place que les éléments juridiques occupent dans une question, le représentant de la Suède ne pense pas que l'Assemblée puisse adopter, en se fon-

dant sur ces définitions, des règles rigides. En outre, chaque grande Commission devrait faire elle-même la distinction entre les éléments juridiques et les éléments non juridiques des questions qui lui sont renvoyées, et il se peut que des commissions différentes, examinant les mêmes problèmes, parviennent à des conclusions différentes. De plus, l'adoption de la proposition du Royaume-Uni aurait à coup sûr pour effet de surcharger le programme de travail de la Sixième Commission. La proposition tendant à créer des sous-commissions juridiques spéciales, au lieu de renvoyer à la Sixième Commission les éléments juridiques d'une question, ne serait pas d'une grande utilité, car ces sous-commissions ne différaient sans doute que par le nom des sous-commissions déjà constituées selon la procédure ordinaire.

39. La délégation du Royaume-Uni fait peut-être preuve d'un souci trop grand de la perfection en la matière. M. Aström estime que la répartition entre les diverses commissions des questions inscrites à l'ordre du jour devrait être laissée à l'entière discrétion de l'Assemblée générale ; il espère au demeurant que l'on tiendra compte des débats de la Sixième Commission, au moment de la répartition des questions de l'ordre du jour lors des prochaines sessions de l'Assemblée générale. Il pense en outre qu'il serait préférable de formuler une recommandation plutôt que d'adopter une règle stricte, car la situation peut subir des changements. Il présente en conséquence, au nom de la délégation de la Suède, un premier amendement (A/C.6/L.177) portant sur le paragraphe 1 de la section A du projet de résolution I du Royaume-Uni.

40. Le deuxième amendement que M. Aström propose d'apporter au projet de résolution I du Royaume-Uni consiste à supprimer le paragraphe 3 de la section A ; en effet, il ne croit pas judicieux d'adopter à l'heure actuelle le principe selon lequel il faudrait créer un organisme spécial pour traiter de certaines catégories de questions intéressant un très vaste domaine. Certes, l'idée est intéressante, mais, de l'avis de M. Aström, le but visé est déjà atteint grâce à l'amendement aux termes duquel les grandes Commissions enverraient à la Sixième Commission les éléments juridiques de toutes les questions qui leur seraient soumises. Il est certain que la rédaction des conventions, par exemple, rentrerait dans cette catégorie.

41. Le représentant de la Suède se déclare en faveur de la proposition figurant au paragraphe 4 et reconnaît qu'en fixant à onze le nombre des membres du comité on donnerait à celui-ci une composition adéquate : le comité serait ainsi assez restreint pour effectuer ses travaux rapidement et obtenir de bons résultats et, en même temps, assez nombreux pour permettre une large représentation du point de vue géographique. De l'avis de M. Aström, un tel comité pourrait présenter son rapport au cours de la session actuelle et c'est pourquoi la délégation de la Suède a déposé son troisième amendement figurant au document A/C.6/L.177.

42. Il va de soi que M. Aström est prêt à examiner toute nouvelle suggestion que pourraient faire d'autres représentants et il espère que ses propres amendements pourront aider la Commission à trouver une solution pratique au problème.

43. M. BRUN (Danemark) appuie, en principe, les amendements présentés par la Suède. Il est heureux que la délégation du Royaume-Uni ait soulevé la question et ait signalé les faiblesses des méthodes actuellement suivies, mais il pense qu'il doit exister un moyen plus simple de corriger ces défauts.

44. En ce qui concerne le projet de résolution II présenté par le Royaume-Uni, M. Brun n'est pas convaincu de la nécessité de confier à un comité de coordination la révision de tous les projets de résolution adoptés par les grandes Commissions de l'Assemblée. Il est souvent très difficile d'établir une distinction entre le fond et la forme et le comité de coordination pourrait être entraîné dans des discussions de fond, risquant ainsi de détruire un compromis auquel la commission initialement saisie de la question serait parvenue après de nombreuses difficultés. C'est pourquoi M. Brun estime que l'amendement de la Suède (A/C.6/L.178) au projet de résolution II mérite d'être soigneusement étudié.

45. M. Brun appuie également l'amendement de la Suède (A/C.6/L.177) au projet de résolution I, mais il suggère que les points de droit soulevés au cours de l'examen des questions soumises aux autres commissions soient renvoyés à une sous-commission spéciale de la Sixième Commission plutôt qu'à la Sixième Commission elle-même. Les membres de la commission saisie en premier lieu pourraient alors prendre part aux travaux de cette sous-commission spéciale.

46. En terminant, le représentant du Danemark déclare partager l'avis du représentant du Venezuela, selon lequel il pourrait être souhaitable que la Sixième Commission établisse, lorsque la discussion générale aura pris fin, une sous-commission chargée d'examiner tous les projets de résolution et amendements.

47. M. WANG (Chine) est reconnaissant à la délégation du Royaume-Uni d'avoir soulevé la question devant l'Assemblée générale. Au cours de la discussion, on a souvent parlé de la Sixième Commission comme d'un organe juridique et technique. Cependant, aux yeux du représentant de la Chine, les membres de la Sixième Commission sont les représentants politiques de leur pays tout comme les membres des autres commissions. Il est exact que la Sixième Commission traite de questions juridiques, mais cela ne signifie pas nécessairement que tous ses membres soient des juristes ou que tous les juristes que comptent les diverses délégations siègent à la Sixième Commission. Si la Sixième Commission était un organe purement juridique et technique, on pourrait se demander alors quel est le rôle de la Cour internationale de Justice, de la Commission du droit international et du Département juridique du Secrétariat. A son avis, la Sixième Commission ne doit normalement s'occuper ni de questions de coordination, ni de questions de rédaction.

48. Le représentant du Brésil a fait observer à juste titre qu'il était parfois très difficile de distinguer les questions juridiques des questions non juridiques. Même si cette difficulté était surmontée, on se heurterait encore à la question de savoir jusqu'où la Sixième Commission doit étendre ses activités, puisque les questions figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée présentent presque toutes certains aspects juridiques. Dans le même ordre d'idées, si l'on voulait tirer la conclusion logique du projet de résolution du Royaume-Uni, il faudrait confier à la Première Commission toute question présentant des aspects politiques et cette commission, à son tour, se trouverait dans l'obligation d'étudier pratiquement toutes les questions figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée. Il est vrai que, conformément à la proposition du Royaume-Uni, la Sixième Commission n'examinerait que les aspects juridiques des diverses questions mais, pour ce faire, elle devrait acquérir une connaissance d'ensemble du problème et il en résulterait inévitablement une répétition de la discussion ayant eu lieu au sein de la commission initialement saisie de la question.

49. Le représentant de la Chine ne s'oppose pas en principe aux projets de résolution présentés par le Royaume-Uni; il désire simplement souligner certaines difficultés pratiques et recommander la prudence.

50. Les méthodes actuelles ne sont certainement pas parfaites mais certains des problèmes qu'elles soulèvent peuvent probablement être résolus au moyen de modifications de faible importance. Par exemple, on pourrait faire plus largement appel au Département juridique du Secrétariat dans le cas de questions juridiques peu importantes et de questions de rédaction.

51. M. BENNETT (Canada) est heureux que la délégation du Royaume-Uni ait pris l'initiative de soulever la question des méthodes et procédés employés pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction. En 1946, la délégation canadienne a proposé certaines mesures en vue d'économiser le temps de l'Assemblée. A la suite de ces propositions et après que la question eut été étudiée par un comité spécial, puis par la Sixième Commission, l'Assemblée a adopté [résolution 173 (II)] certains amendements à son règlement intérieur. M. Bennett est persuadé que certaines améliorations peuvent être apportées aux méthodes de l'Assemblée et plus particulièrement à celles employées pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction.

52. Parlant du projet de résolution I, M. Bennett fait observer qu'il serait extrêmement difficile de déterminer si les éléments juridiques d'une question présentent autant d'importance que les éléments non juridiques et de dégaier les éléments juridiques des questions qui présentent un caractère principalement non juridique. Bien que le paragraphe 4 du projet de résolution suggère une méthode pour déterminer le caractère juridique ou non juridique d'une question, M. Bennett estime que l'adoption de ce paragraphe n'aboutirait qu'à compliquer la situation. Dans ces conditions, il vaudrait mieux se borner à reconnaître en principe que la Sixième Commission devrait être consultée chaque fois qu'une question semble comporter d'importants éléments juridiques.

53. Le représentant du Canada appuie le paragraphe 2 du projet de résolution I mais suggère d'y ajouter l'alinéa c du paragraphe 3; en outre, les alinéas a et b du paragraphe 3 devraient être supprimés, étant donné qu'un règlement présenté pour adoption à l'Assemblée peut être un règlement de caractère financier ou un règlement quelconque relatif au Secrétariat devant, par conséquent, être examiné par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission plutôt que par la Sixième Commission. M. Bennett éprouve certains doutes quant au paragraphe 5 du projet de résolution; en effet, il ne semble pas nécessaire que le Secrétaire général présente un rapport chaque année et, en outre, une telle exigence risquerait d'entraîner des dépenses supplémentaires.

54. En ce qui concerne le projet de résolution II, le représentant du Canada appuie pleinement le principe suivant lequel les résolutions de l'Assemblée générale doivent présenter une uniformité de style et de forme. A cet égard, la tâche sera remplie de la façon la plus satisfaisante par un petit comité de rédaction ou un comité de coordination de l'Assemblée générale, puisqu'en principe ces questions ne sont pas du ressort du Secrétariat, quelle que puisse être la compétence de son personnel. Là encore il est inutile que le Secrétaire général présente un rapport annuel sur les questions dont traite le projet de résolution II.

<sup>1</sup> Voir les documents A/92 et A/92/Add.1.



55. Les méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale peuvent et doivent être améliorés, mais aucune amélioration réelle ne pourra être apportée jusqu'à ce que les représentants aient corrigé leurs propres habitudes. Par exemple, au cas où la Sixième Commission amélioration réelle ne pourra être apportée avant Noël, au cours de la septième session le Bureau de l'Assemblée serait incité à confier à la Sixième Commission toutes les questions juridiques qui lui reviennent dans l'espoir d'alléger le programme d'autres commissions. Enfin, M. Bennett déclare qu'il aura éventuellement des amendements précis à proposer à un stade ultérieur des débats.

56. M. MAKTOS (Etats-Unis d'Amérique) rappelle qu'à San-Francisco les diverses commissions ont été créées pour des raisons d'ordre purement pratique. D'une manière générale, la délégation des Etats-Unis estime que toutes les questions présentant un caractère principalement juri-

dique doivent être traitées par la Sixième Commission. M. Maktos reconnaît également que les demandes d'avis consultatifs à la Cour internationale de Justice, les propositions tendant à renvoyer une question à la Commission du droit international et les propositions impliquant des amendements au règlement intérieur devraient être renvoyées à la Sixième Commission, à condition qu'il n'en résulte pas un chevauchement avec les travaux d'une autre commission. M. Maktos ne s'oppose pas à la proposition tendant à instituer un comité juridique de onze membres et il appuie la proposition tendant à inviter le Secrétaire général à présenter un rapport annuel.

57. En ce qui concerne le projet de résolution II, M. Maktos craint que la création d'un comité de coordination n'entraîne une somme considérable de travail supplémentaire pour la Sixième Commission et il n'est pas en faveur d'une proposition de cette nature.

La séance est levée à 12 h. 55.